

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Notes	2019	2018
ACTIVITÉS POURSUIVIES			
Produits des activités ordinaires	2	1 487	1 379
Charges d'exploitation	5	(1 091)	(952)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(34)	(30)
Dotation aux amortissements des logiciels		(105)	(98)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(27)	(29)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	6	44	(2)
Résultat d'exploitation		274	268
Charges financières, montant net :			
Charge d'intérêts, montant net	7	(35)	(78)
Autres (charges financières) produits financiers	7	(11)	7
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		228	197
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(97)	2
Charge d'impôt	9	(5)	(27)
Résultat tiré des activités poursuivies		126	172
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt	10	(10)	(483)
Résultat net		116	(311)
Résultat attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires		116	(339)
Participations ne donnant pas le contrôle		-	28
Résultat par action	11		
Résultat de base et dilué par action :			
Tiré des activités poursuivies		0,25 \$	0,24 \$
Tiré des activités abandonnées		(0,02)	(0,72)
Résultat de base et dilué par action		0,23 \$	(0,48) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	Notes	2019	2018
Résultat net		116	(311)
Autres éléments du résultat global :			
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	(9)	40
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		9	(28)
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		33	159
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(31)	-
Produit d'impôt lié à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		8	-
		10	171
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :			
Ajustements de la juste valeur des actifs financiers	12	(2)	-
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(7)	46
Produit (charge) d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		2	(12)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(6)	-
Produit d'impôt lié à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		1	-
		(12)	34
Autres éléments du résultat global		(2)	205
Résultat global		114	(106)
Résultat global de la période attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires			
Activités poursuivies		124	149
Activités abandonnées		(10)	(283)
Participations ne donnant pas le contrôle – activités abandonnées		-	28
Résultat global		114	(106)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Notes	2019	2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 258	2 706
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 137	1 313
Autres actifs financiers	12	48	76
Charges payées d'avance et autres actifs courants		553	434
Actifs courants		3 996	4 529
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net		460	473
Logiciels, montant net		884	908
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 298	3 324
Goodwill		5 091	5 076
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	2 074	2 207
Autres actifs financiers	12	109	53
Autres actifs non courants	13	516	446
Actifs d'impôt différé		31	31
Total de l'actif		16 459	17 047
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	12	-	3
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	14	1 245	1 549
Produits différés		747	815
Autres passifs financiers	12	186	95
Passifs courants		2 178	2 462
Dette à long terme	12	3 223	3 213
Provisions et autres passifs non courants	15	1 163	1 268
Autres passifs financiers	12	216	79
Passifs d'impôt différé		711	799
Total du passif		7 491	7 821
Capitaux propres			
Capital-actions	16	5 367	5 348
Résultats non distribués		4 473	4 755
Cumul des autres éléments du résultat global		(872)	(877)
Total des capitaux propres		8 968	9 226
Total du passif et des capitaux propres		16 459	17 047
Éventualités (note 18)			

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	Notes	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux :			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat tiré des activités poursuivies		126	172
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		34	30
Dotation aux amortissements des logiciels		105	98
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		27	29
Profits nets à la cession d'entreprises et de placements		(24)	-
Impôt différé		(64)	5
Autres	17	130	47
Cotisation aux régimes de retraite		(167)	-
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	17	(168)	(172)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		(1)	209
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(57)	210
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(58)	419
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise		(4)	(27)
Produit des cessions d'entreprises et de placements		34	-
Dépenses d'investissement		(110)	(179)
Autres activités d'investissement		3	-
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(77)	(206)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		29	(108)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(48)	(314)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit tiré de la dette	12	-	1 370
Remboursements aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	12	-	(1 252)
Paielements au titre du capital des contrats de location		(11)	-
Rachats d'actions ordinaires	16	(190)	-
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	16	(174)	(236)
Autres activités de financement		35	-
Flux de trésorerie de financement liés aux activités poursuivies		(341)	(119)
Flux de trésorerie de financement liés aux activités abandonnées		-	(11)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(341)	(130)
Diminution de la trésorerie et des découverts bancaires		(447)	(25)
Écarts de conversion		2	1
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période		2 703	868
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période		2 258	844
La trésorerie et les découverts bancaires à la fin de la période sont composés des éléments suivants :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 258	502
Trésorerie et équivalents de trésorerie inclus dans les actifs détenus en vue de la vente		-	346
Découverts bancaires		-	(4)
		2 258	844
Se reporter à la note 17 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.			
Intérêts payés		(14)	(28)
Intérêts reçus		17	1
Impôt sur le résultat payé	17	(107)	(62)

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tiennent compte des intérêts reçus et des intérêts payés et sont présentés après effets de couverture de la dette connexe.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non compta- bilisé sur les ins- truments financiers	Écarts de con- version	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2018	3 443	1 905	5 348	4 755	10	(887)	(877)	9 226
Incidence de l'adoption d'IFRS 16 (note 1)	-	-	-	11	-	-	-	11
Solde après l'adoption d'IFRS 16	3 443	1 905	5 348	4 766	10	(887)	(877)	9 237
Résultat net	-	-	-	116	-	-	-	116
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(7)	(10)	15	5	(2)
Résultat global	-	-	-	109	(10)	15	5	114
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(181)	-	-	-	(181)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	7	-	7	-	-	-	-	7
Rachats d'actions ordinaires	(18)	-	(18)	(133)	-	-	-	(151)
Plan de rachat d'actions prédéfini	(12)	-	(12)	(87)	-	-	-	(99)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	98	(56)	42	-	-	-	-	42
Solde au 31 mars 2019	3 518	1 849	5 367	4 473	-	(872)	(872)	8 968

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non compta- bilisé sur les ins- truments financiers	Écarts de con- version	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attri- buables aux proprié- taires de la société	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017	9 306	243	9 549	7 201	16	(3 689)	(3 673)	13 077	498	13 575
Incidence de l'adoption d'IFRS 15	-	-	-	172	-	-	-	172	-	172
Solde après l'adoption d'IFRS 15	9 306	243	9 549	7 373	16	(3 689)	(3 673)	13 249	498	13 747
Résultat net	-	-	-	(339)	-	-	-	(339)	28	(311)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	34	12	159	171	205	-	205
Résultat global	-	-	-	(305)	12	159	171	(134)	28	(106)
Variation de la participation dans une filiale	-	-	-	7	-	-	-	7	1	8
Distributions liées aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(11)	(11)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(245)	-	-	-	(245)	-	(245)
Actions émises aux termes du RRD	9	-	9	-	-	-	-	9	-	9
Régimes de rémunération fondée sur des actions	63	(80)	(17)	-	-	-	-	(17)	-	(17)
Solde au 31 mars 2018	9 378	163	9 541	6 829	28	(3 530)	(3 502)	12 868	516	13 384

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada), dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société est une agence de presse de premier plan et un important fournisseur d'outils d'information destinés aux professionnels.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception de ce dont il est question ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées. La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 décrit les domaines particulièrement complexes ou ceux qui exigent un plus grand recours au jugement ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui sont présentés dans le rapport annuel 2018 de la société.

Le 1^{er} octobre 2018, la société a vendu une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement gérés par Blackstone. La société a conservé une participation de 45 % dans le secteur, qui s'appelle maintenant Refinitiv. Le secteur Activités financières et risque a été présenté en tant qu'activité abandonnée depuis le début de 2018 jusqu'à la date de clôture de la transaction.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet.

Dans le présent document, « \$ » désigne le dollar américain et « \$ CA », le dollar canadien.

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui instaure un unique modèle de comptabilisation des contrats de location éliminant la distinction qui existait antérieurement entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. IFRS 16 a été adoptée selon la méthode d'application rétrospective modifiée, qui comprend une série de mesures de simplification et de choix. Selon cette approche, l'effet cumulatif de la première application, soit 11 M\$, a été comptabilisé en tant qu'ajustement des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2019 et les données comparatives n'ont pas été retraitées. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la société :

- comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives à l'état consolidé de la situation financière pour les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois;
- amortit les actifs au titre de droits d'utilisation selon le mode linéaire sur la plus courte de la durée d'utilité estimative du bien ou de la durée résiduelle du contrat de location;
- présente les charges d'intérêts sur les obligations locatives en tant que composante du poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net;
- présente la composante capital du total de ses paiements de loyers au titre des activités de financement et la composante intérêts au titre des activités d'exploitation dans le tableau consolidé des flux de trésorerie;
- comptabilise une créance découlant des contrats de sous-location équivalant à l'investissement net dans le contrat de location à l'état consolidé de la situation financière.

Avant le 1^{er} janvier 2019, la société classait tous ses engagements liés à des contrats de location comme des contrats de location simple et elle ne les comptabilisait pas à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements aux termes des contrats de location simple étaient comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location au titre des charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat net et les paiements aux termes des contrats de location simple étaient présentés au titre des activités d'exploitation dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

La société a utilisé certaines mesures de simplification et fait certains choix au 1^{er} janvier 2019, date de la première application d'IFRS 16. Plus précisément, la société :

- a continué de traiter les contrats qui étaient classés comme des contrats de location selon la norme comptable précédente comme des contrats de location aux termes d'IFRS 16;
- a évalué les actifs au titre des droits d'utilisation et les obligations locatives, quelle que soit la date d'entrée en vigueur du contrat de location, au moyen des taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019;
- a conservé les évaluations précédentes des contrats de location déficitaires réalisées aux termes d'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*;
- a exclu des actifs et des passifs comptabilisés, selon le cas : a) les coûts directs initiaux engagés pour conclure le contrat de location, b) les contrats de location ayant une durée restante de 12 mois ou moins à compter du 1^{er} janvier 2019 et c) les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Tous ces éléments continueront d'être comptabilisés à titre de charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat net.

Le tableau suivant présente un rapprochement des engagements liés aux contrats de location simple au 31 décembre 2018 et des obligations locatives inscrites à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019, date de première application.

	1 ^{er} janvier 2019
Engagements liés aux contrats de location simple au 31 décembre 2018	329
Contrats de location débutant après le 1 ^{er} janvier 2019	(65)
Engagements liés aux contrats de location simple qui sont assujettis à IFRS 16	264
Actualisation au taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1 ^{er} janvier 2019, soit 4,1 %	(26)
Exemption pour les contrats de location à court terme	(41)
Obligations locatives au 1 ^{er} janvier 2019	197

Le tableau qui suit présente l'incidence de l'adoption sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019 :

	31 décembre		1 ^{er} janvier
	Chiffres présentés au 31 décembre 2018	Ajustement découlant de l'adoption d'IFRS 16	Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2019
Autres actifs financiers courants	76	6	82
Charges payées d'avance et autres actifs courants	434	(5)	429
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net	473	128	601
Autres actifs financiers non courants	53	34	87
Total de l'actif	17 047	163	17 210
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 549	(31)	1 518
Autres passifs financiers courants	95	43	138
Provisions et autres passifs non courants	1 268	(14)	1 254
Autres passifs financiers non courants	79	154	233
Total du passif	7 821	152	7 973
Résultats non distribués	4 755	11	4 766

Le total de l'actif a augmenté de 163 M\$, en raison principalement de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 128 M\$ et d'investissements nets dans des contrats de sous-location de 40 M\$. Le total du passif a augmenté de 152 M\$, la comptabilisation de nouvelles obligations locatives de 197 M\$ ayant été contrebalancée par le reclassement des passifs associés aux anciens contrats de location simple.

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté les modifications d'IAS 19 portant sur la modification, la réduction ou la liquidation d'un régime qui apportent des éclaircissements sur la comptabilisation des modifications, des réductions ou des liquidations de régimes à prestations définies. Ces modifications requièrent que les entités réévaluent leur passif au titre des prestations définies et utilisent les hypothèses mises à jour découlant de la réévaluation pour déterminer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier pour la durée restante de la période de présentation de l'information financière après la modification. Les modifications d'IAS 19 n'ont pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat net, les flux de trésorerie consolidés et la situation financière consolidée du trimestre clos le 31 mars 2019.

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté l'interprétation de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui instaure des exigences en sus de celles qu'énonce IAS 12 *Impôts sur le résultat* en précisant comment présenter l'incidence des incertitudes relativement à la comptabilisation des impôts sur le résultat. Il y a incertitude lorsque l'application de la législation fiscale à une transaction en particulier n'est pas claire ou lorsqu'il n'est pas certain que les autorités fiscales accepteront le traitement fiscal choisi par l'entité. IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat net, les flux de trésorerie consolidés et la situation financière consolidée du trimestre clos le 31 mars 2019.

Méthodes comptables

Contrats de location

Périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsque la société loue des biens auprès de tiers, la société est le preneur à bail. Lorsque la société loue des biens à des tiers, la société est le bailleur.

Preneur à bail

À la date de début du contrat de location, un actif au titre du droit d'utilisation du bien sous-jacent loué et une obligation locative correspondante sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière et évalués à leur valeur actualisée. La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. S'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, la société utilise son taux d'emprunt marginal, soit le taux d'intérêt qu'obtiendrait la société pour emprunter des fonds afin de se procurer un bien d'une valeur semblable à celle du bien visé par le droit d'utilisation moyennant une garantie, un contexte économique et une durée comparables.

L'actif au titre du droit d'utilisation est pris en compte au poste « Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net » et l'obligation locative est prise en compte au poste « Autres passifs financiers » (courants ou non courants, selon la date d'échéance) à l'état consolidé de la situation financière.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont les suivants :

- le montant initial de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date;
- les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état prévus.

Les obligations locatives correspondent à la valeur actualisée des paiements au titre de contrats non résiliables sur la durée des contrats de location, lesquels peuvent inclure :

- des paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- des paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux (y compris des paiements indexés à l'inflation);
- les sommes que le preneur à bail s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur à bail a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par le preneur à bail de cette option.

Lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'une option de renouvellement ou de résiliation sera exercée, cette hypothèse est prise en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative liés au contrat de location visé. L'appréciation de la certitude raisonnable est effectuée à la date de début du contrat de location et réévaluée en cas de changement significatif des circonstances étayant l'appréciation.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre le passif et la charge financière, laquelle est présentée au poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti, selon le mode linéaire, sur la plus courte de la durée d'utilité du bien et de la durée du contrat de location et présenté au poste « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles » à l'état consolidé du résultat net.

La plupart des contrats de location de la société sont des baux immobiliers, au titre desquels des paiements fixes correspondant aux composantes locatives et non locatives sont inclus dans la valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives.

Les paiements aux termes des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés selon le mode linéaire au poste « Charges d'exploitation » à l'état consolidé du résultat net. Ils ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière.

Bailleur

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents au bien sous-jacent est transférée au preneur à bail. Une créance équivalant à l'investissement net dans le contrat de location est comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière à la date de début du contrat et un montant correspondant est imputé au bien sous-jacent. La créance correspond à la valeur actualisée des paiements au titre de contrats non résiliables devant être versés à la société sur la durée du contrat de location. La valeur actualisée des paiements est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux, ou au taux d'emprunt marginal de la société s'il n'est pas possible de déterminer facilement le taux implicite. Un profit ou une perte est comptabilisé au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » à l'état consolidé du résultat net au titre de l'écart entre la valeur comptable du bien sous-jacent et la créance locative. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la créance locative et les produits financiers, lesquels sont présentés au poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net.

Lorsque la société conserve les risques et avantages inhérents au bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en résultat net selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location, au poste « Charges d'exploitation » à l'état consolidé du résultat net. La valeur comptable du bien sous-jacent continue d'être comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière et amortie sur la durée restante, soit la plus courte de la durée d'utilité estimative du bien ou de la durée résiduelle du contrat de location.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (voir la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalistes		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Trimestres clos les 31 mars	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Récurrents	550	533	269	243	173	167	145	62	-	-	1 137	1 005
Transactions	44	52	83	86	49	50	10	10	-	-	186	198
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	165	177	165	177
Éliminations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Total	594	585	352	329	222	217	155	72	165	177	1 487	1 379

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalistes		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Trimestres clos les 31 mars	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
États-Unis	487	476	289	268	185	178	103	18	120	125	1 184	1 065
Canada (pays de résidence)	10	10	3	3	9	9	1	1	18	19	41	42
Autres	7	7	16	16	21	22	1	2	4	9	49	56
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	504	493	308	287	215	209	105	21	142	153	1 274	1 163
Royaume-Uni	51	53	23	25	4	4	6	7	10	12	94	101
Autres	13	16	13	10	-	-	28	29	4	3	58	58
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	64	69	36	35	4	4	34	36	14	15	152	159
Asie-Pacifique	26	23	8	7	3	4	16	15	9	9	62	58
Éliminations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Total	594	585	352	329	222	217	155	72	165	177	1 487	1 379

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées : Professionnels du droit, Grandes sociétés, Fiscalistes, Reuters News et Publications mondiales. Les méthodes comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles qu'applique la société.

Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des services offerts par la société dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la réglementation et de la conformité.

Fiscalistes

Le secteur Fiscalistes propose aux autorités fiscales gouvernementales et aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News

Le secteur Reuters News est un fournisseur de services d'information et de nouvelles multimédias en temps réel pour les journaux, les réseaux de télédiffusion et de câblodiffusion, les stations de radio et les sites Web du monde entier, ainsi que pour Refinitiv.

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Siège social qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits des activités ordinaires		
Professionnels du droit	594	585
Grandes sociétés	352	329
Fiscalistes	222	217
Reuters News	155	72
Publications mondiales	165	177
Éliminations	(1)	(1)
Produits des activités ordinaires consolidés	1 487	1 379
BAlIA ajusté		
Professionnels du droit	227	191
Grandes sociétés	118	111
Fiscalistes	93	80
Reuters News	16	8
Publications mondiales	74	81
Charges liées au siège social	(131)	(41)
BAlIA ajusté	397	430
Ajustements de juste valeur (note 5)	(1)	(3)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(34)	(30)
Dotation aux amortissements des logiciels	(105)	(98)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(27)	(29)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	44	(2)
Résultat d'exploitation consolidé	274	268
Charge d'intérêts, montant net	(35)	(78)
Autres (charges financières) produits financiers	(11)	7
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(97)	2
Charge d'impôt	(5)	(27)
Résultat tiré des activités poursuivies	126	172

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-après et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAlIA ajusté

- Le BAlIA ajusté sectoriel correspond au résultat tiré des activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les ajustements de juste valeur et les éléments liés au siège social.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Chaque secteur se voit attribuer, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, aux ventes commerciales, à l'immobilier et à l'élaboration de produits et de contenus, ainsi qu'une partie des coûts des produits lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.
- Le BAlIA ajusté consolidé se compose du BAlIA ajusté des secteurs à présenter et de la catégorie Siège social.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et qu'elle engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les produits des activités ordinaires de la société peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. En outre, le caractère saisonnier du résultat d'exploitation de la société pourrait également être touché par le calendrier des charges du siège social, puisqu'elle engage des charges importantes en vue du repositionnement de ses activités depuis la vente du secteur Activités financières et risque.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Salaires, commissions et indemnités	622	586
Paielements fondés sur des actions	12	9
Avantages postérieurs à l'emploi	34	38
Total des frais de personnel	668	633
Biens et services ¹⁾	332	234
Données	63	53
Télécommunications	10	5
Biens immobiliers	17	24
Ajustements de juste valeur ²⁾	1	3
Total des charges d'exploitation	1 091	952

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation, et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Représentent essentiellement les profits ou pertes attribuables à l'effet des variations des cours de change sur les soldes intragroupes dans le cours normal des activités.

Note 6 : Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation s'est établi à 44 M\$ et à (2) M\$ pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, respectivement. Les résultats du trimestre clos le 31 mars 2019 tiennent compte des profits tirés de la vente de plusieurs petites entreprises, d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société (voir la note 12) et des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (voir la note 19).

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges financières (produits financiers), comme l'indique le tableau suivant :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Charge d'intérêts		
Dette	38	70
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	1	1
Autres, montant net	4	1
(Profits) pertes sur la juste valeur des instruments financiers		
Couvertures de flux de trésorerie, virement depuis les capitaux propres	(9)	40
Pertes (profits) de change sur la dette, montant net	9	(40)
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	43	72
Charge d'intérêts – contrats de location ¹⁾	2	-
Coût financier net – régimes de retraite et régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi	6	7
Produit d'intérêts	(16)	(1)
Charge d'intérêts, montant net	35	78

1) Découle de l'adoption d'IFRS 16. Voir la note 1.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net	11	(13)
Pertes sur instruments dérivés, montant net	-	6
Autres charges financières (produits financiers)	11	(7)

Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Pertes sur instruments dérivés, montant net

Le montant net des pertes sur instruments dérivés se compose surtout de montants se rapportant à des contrats de change.

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent principalement de la participation de 45 % de la société dans Refinitiv.

La quote-part de la société du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Refinitiv (participation de 45 %)	(102)	-
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	5	2
Total de la quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(97)	2

Le tableau suivant présente les composantes des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière :

	31 mars	31 décembre
	2019	2018
Refinitiv (participation de 45 %)	1 913	2 052
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	161	155
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2 074	2 207

Les tableaux ci-après présentent un sommaire de l'information financière liée à Refinitiv sur une base de 100 %, ainsi qu'un rapprochement avec la valeur comptable de la participation de la société.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	
Produits des activités ordinaires	1 567	
Perte nette	(201)	
Moins : Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(18)	
Perte nette attribuable à Refinitiv	(219)	
Autres éléments du résultat global	(77)	
Résultat global	(296)	

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Actifs		
Actifs courants	2 098	2 284
Actifs non courants	21 229	20 978
Total des actifs	23 327	23 262
Passifs		
Passifs courants	1 769	1 842
Passifs non courants	14 357	13 966
Total des passifs	16 126	15 808
Actif net	7 201	7 454
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 000)	(1 924)
Actions privilégiées et autres éléments exclus	(950)	(971)
Actif net attribuable à Refinitiv	4 251	4 559
Actif net attribuable à Refinitiv à l'ouverture de la période	4 559	5 218
Perte nette attribuable à Refinitiv	(219)	(487)
Autres éléments du résultat global attribuables à Refinitiv	(77)	(172)
Autres ajustements ¹⁾	(12)	-
Actif net attribuable à Refinitiv à la clôture de la période	4 251	4 559
Quote-part de Thomson Reuters en pourcentage	45 %	45 %
Valeur comptable de Thomson Reuters	1 913	2 052

1) Ajustement découlant de l'audit des états financiers annuels de 2018 de Refinitiv.

Note 9 : Imposition

La charge d'impôt s'est établie à 5 M\$ et à 27 M\$ pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, respectivement. La charge d'impôt de chaque période rend compte des divers territoires fiscaux où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. Puisque la répartition géographique des résultats avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle de l'exercice complet, le produit ou la charge d'impôt des périodes intermédiaires pourrait ne pas rendre compte de la charge d'impôt de tout l'exercice.

Note 10 : Activités abandonnées

Le 1^{er} octobre 2018, la société a vendu une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque. La société a conservé une participation de 45 % dans le secteur, qui s'appelle maintenant Refinitiv. Les résultats du secteur Activités financières et risque pour le trimestre clos le 31 mars 2018 sont présentés en tant qu'activités abandonnées dans les états financiers consolidés. Les résultats du trimestre clos le 31 mars 2019 tiennent compte des charges résiduelles qui ont été assumées par la société après la vente du secteur Activités financières et risque en octobre 2018.

Le tableau suivant résume le résultat tiré des activités abandonnées.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits des activités ordinaires	-	1 583
Charges	(10)	(1 198)
Résultat tiré des activités abandonnées, avant impôt sur le résultat	(10)	385
(Charge) produit d'impôt ¹⁾	-	(868)
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt sur le résultat	(10)	(483)

1) Les résultats du trimestre clos le 31 mars 2018 tiennent compte d'une charge d'impôt différé de 844 M\$ qui a été comptabilisée lorsque le secteur Activités financières et risque a été classé comme étant détenu en vue de la vente. Il n'était pas nécessaire de comptabiliser cet impôt différé auparavant, car ces activités étaient considérées comme détenues en vue de la vente jusqu'en janvier 2018.

Note 11 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action tiré des activités poursuivies est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Résultat attribuable aux actionnaires ordinaires	116	(339)
Moins : Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)
Résultat utilisé pour le résultat consolidé par action	115	(340)
Moins : Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt sur le résultat	10	483
Moins : Participations ne donnant pas le contrôle liées aux activités abandonnées	-	28
Résultat utilisé pour le calcul du résultat par action tiré des activités poursuivies	125	171

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	501 369 531	709 927 881
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	519 157	835 868
Nombre pour le résultat de base	501 888 688	710 763 749
Incidence des options sur actions et des UANRT	1 760 602	734 871
Nombre pour le résultat dilué	503 649 290	711 498 620

Note 12 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Le tableau suivant détaille les actifs et les passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
31 mars 2019					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	289	1 969	-	-	2 258
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 137	-	-	-	1 137
Autres actifs financiers courants	47	1	-	-	48
Autres actifs financiers non courants	48	35	26	-	109
Dettes fournisseurs (note 14)	(329)	-	-	-	(329)
Charges à payer (note 14)	(616)	-	-	-	(616)
Autres passifs financiers courants ^{1), 2)}	(186)	-	-	-	(186)
Dette à long terme	(3 223)	-	-	-	(3 223)
Autres passifs financiers non courants ³⁾	(147)	(2)	-	(67)	(216)
Total	(2 980)	2 003	26	(67)	(1 018)

1) Compte tenu d'un engagement de rachat d'un montant maximal de 99 M\$ d'actions jusqu'au 29 mai 2019 aux termes du plan prédéfini établi par la société avec son courtier. Voir la note 16.

2) Compte tenu d'obligations locatives de 45 M\$ comptabilisées en 2019 du fait de l'adoption d'IFRS 16. Voir la note 1.

3) Compte tenu d'obligations locatives de 147 M\$ comptabilisées en 2019 du fait de l'adoption d'IFRS 16. Voir la note 1.

		Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
31 décembre 2018	Actifs (passifs) au coût amorti				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	316	2 390	-	-	2 706
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 313	-	-	-	1 313
Autres actifs financiers courants	75	1	-	-	76
Autres actifs financiers non courants	14	16	23	-	53
Dette courante	(3)	-	-	-	(3)
Dettes fournisseurs (note 14)	(326)	-	-	-	(326)
Charges à payer (note 14)	(854)	-	-	-	(854)
Autres passifs financiers courants	(95)	-	-	-	(95)
Dette à long terme	(3 213)	-	-	-	(3 213)
Autres passifs financiers non courants	(1)	(2)	-	(76)	(79)
Total	(2 774)	2 405	23	(76)	(422)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 30 M\$ et de 24 M\$ au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Papier commercial

Aux termes de son programme de papier commercial, la société peut émettre des billets jusqu'à un maximum de 2,0 G\$. Aucun papier commercial n'était en cours au 31 mars 2019.

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit d'un montant de 2,4 G\$ qui vient à échéance en novembre 2021 et peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins de financement de son programme de papier commercial). Au 31 mars 2019, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 110 points de base. La société peut aussi demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 3,0 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés connexes est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeurs comptables ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette à long terme » et « Dette courante », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Les tableaux suivants résument la dette et les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette :

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
31 mars 2019	Dette primaire		Dette primaire	
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	411	67	420	67
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021 ¹⁾	138	-	141	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	-	621	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	-	242	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	-	477	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	111	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	380	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	421	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	490	-	550	-
Total	3 223	67	3 363	67
Partie non courante	3 223	67		

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
31 décembre 2018	Dette primaire		Dette primaire	
Banques et autres	3	-	3	-
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	402	76	407	76
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021 ¹⁾	138	-	139	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	-	607	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	240	-	233	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	-	458	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	105	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	364	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	406	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	490	-	524	-
Total	3 216	76	3 246	76
Partie courante	3	-		
Partie non courante	3 213	76		

1) Les billets ont été rachetés en partie en octobre 2018.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux suivants indiquent les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière :

31 mars 2019				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	1 969	-	1 969
Bons de souscription ¹⁾	-	-	35	35
Dérivés incorporés ²⁾	-	1	-	1
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 970	35	2 005
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	7	19	-	26
Total des actifs	7	1 989	35	2 031
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(2)	(2)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	(2)	(2)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁵⁾	-	(67)	-	(67)
Total des passifs	-	(67)	(2)	(69)

31 décembre 2018				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	2 390	-	2 390
Bons de souscription ¹⁾	-	-	16	16
Dérivés incorporés ²⁾	-	1	-	1
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	2 391	16	2 407
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	2	21	-	23
Total des actifs	2	2 412	16	2 430
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(2)	(2)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	(2)	(2)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁵⁾	-	(76)	-	(76)
Total des passifs	-	(76)	(2)	(78)

- 1) Les bons de souscription ont trait à la participation de la société dans Refinitiv comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (voir la note 8).
- 2) Se rapportent principalement aux contrats conclus par des filiales hors des États-Unis avec leurs clients relativement à l'établissement de prix en dollars américains.
- 3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.
- 4) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.
- 5) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

Le tableau qui suit présente le changement touchant l'évaluation de la juste valeur de niveau 3 pour le trimestre clos le 31 mars 2019 :

	Bons de souscription de Refinitiv
31 décembre 2018	16
Profit inscrit au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net »	19
31 mars 2019	35

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations spécifiques à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas fondées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Les prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés.
- La juste valeur des bons de souscription de Refinitiv est calculée au moyen du modèle de simulation Monte-Carlo, qui génère des valeurs fondées sur les résultats aléatoires de simulations de distribution de probabilités. Les principales données d'entrée comprennent les suivantes : la valeur estimée des titres de capitaux propres de Refinitiv à la date d'évaluation; la structure du capital de Refinitiv; la volatilité attendue; le taux de rendement sans risque; les dividendes ou distributions annuels; ainsi que les hypothèses concernant le moment de la survenance d'un événement de liquidité. En règle générale, une augmentation de la valeur des titres de capitaux propres entraînerait une hausse de la juste valeur des bons de souscription et, inversement, une diminution entraînerait une baisse de la juste valeur des bons de souscription.
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Note 13: Autres actifs non courants

	31 mars	31 décembre
	2019	2018
Excédents nets des régimes à prestations définies ¹⁾	76	7
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	310	300
Commissions différées	76	82
Autres actifs non courants	54	57
Total des autres actifs non courants	516	446

1) La situation de capitalisation du régime de retraite à prestations définies des employés du Royaume-Uni a changé, passant d'une obligation nette à un surplus net, la société ayant versé une cotisation de 167 M\$ au régime en février 2019. Voir la note 15.

Note 14 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	31 mars	31 décembre
	2019	2018
Dettes fournisseurs	329	326
Charges à payer	616	854
Provisions	170	203
Autres passifs courants	130	166
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 245	1 549

Note 15 : Provisions et autres passifs non courants

	31 mars	31 décembre
	2019	2018
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies ¹⁾	637	708
Rémunération et intéressement du personnel différés	137	128
Provisions	118	128
Positions fiscales incertaines	226	223
Autres passifs non courants	45	81
Total des provisions et autres passifs non courants	1 163	1 268

1) La situation de capitalisation du régime de retraite à prestations définies des employés du Royaume-Uni a changé, passant d'une obligation nette à un surplus net, la société ayant versé une cotisation de 167 M\$ au régime en février 2019. Voir la note 13.

Note 16 : Capital-actions

Rachats d'actions

La société peut occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie de gestion du capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). Aux termes de l'offre de rachat actuellement en vigueur, un nombre maximal de 32,2 millions d'actions ordinaires de la société peuvent être rachetées. Aux termes de l'offre de rachat, la société peut racheter ses actions ordinaires entre le 30 mai 2018 et le 29 mai 2019 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la Bourse de Toronto, à la Bourse de New York, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la Bourse de Toronto ou la Bourse de New York ou selon les lois applicables, y compris des contrats d'achat privés, si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, la société a racheté environ 3,5 millions d'actions ordinaires pour 190 M\$ au prix moyen de 53,93 \$ par action. La société n'a effectué aucun rachat d'actions au cours du trimestre clos le 31 mars 2018.

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et les possibilités d'investissement pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si la société ne possède pas de renseignements importants la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, elle peut établir un plan prédéfini avec son courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout plan conclu avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. La société a conclu un plan de ce genre avec son courtier en mars 2019 et inscrit un passif de 99 M\$ au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants au 31 mars 2019, ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes. Les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,360 \$	0,345 \$
Dividendes déclarés	181	245
Dividendes réinvestis	(7)	(9)
Dividendes versés	174	236

Note 17 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	42	36
Pertes (profits) de change et sur instruments financiers dérivés, montant net	10	(5)
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	97	(2)
Autres	(19)	18
	130	47

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Créances clients et autres créances d'exploitation	143	91
Charges payées d'avance et autres actifs courants	26	1
Autres actifs financiers	35	35
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	(253)	(172)
Produits différés	(70)	(54)
Autres passifs financiers	(33)	(35)
Impôt sur le résultat	-	(20)
Autres	(16)	(18)
	(168)	(172)

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt sur le résultat payé.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(65)	(35)
Activités d'exploitation – activités abandonnées	(42)	(27)
Total de l'impôt sur le résultat payé	(107)	(62)

Note 18 : Éventualités

Actions et réclamations en justice

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces affaires comprennent notamment les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, des réclamations liées à la diffamation et des réclamations liées à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir d'incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 31 mars 2019, l'actionnaire principal de la société, The Woodbridge Company Limited, détenait en propriété réelle environ 66 % des actions de la société.

Transactions avec Refinitiv

Dans le cadre de la vente par la société d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente d'une durée de 30 ans commençant le 1^{er} octobre 2018 aux termes de laquelle Reuter News fournira au partenariat Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial d'une valeur minimale de 325 M\$ par année. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 84 M\$ au titre de cette entente. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services pour la durée de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société a comptabilisé des produits de 6 M\$ au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net au titre de cette licence.

Pour faciliter la séparation, la société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, la société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société a inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv (compte de charges de contrepartie)	Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters (charges)
Services de transition	10	(20)
Immeubles loués	8	(10)

Au 31 mars 2019, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de Refinitiv de 269 M\$ et un montant à payer à Refinitiv de 267 M\$.

Outre les transactions susmentionnées, aucune autre transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier trimestre de 2019. Se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 31 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2018 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.